

Le Bolivararien



« La presse est aussi utile que l'armement. Elle est l'artillerie de la pensée »
Simón Bolívar



Le rôle des
« Petites Mains Blanches » p.10



Bolívar a battu Monroe... p.8

DANS CE NUMÉRO

Notibrevs	p. 2
Ce qui se prépare contre le Venezuela	p. 3
Le Monde procède à une nouvelle dévaluation du journalisme	p. 4
Intervention de l'ambassadeur Roy Chaderton Matos	p. 5
Les péchés d'Haïti, par Eduardo Galeano	p. 7
Nouvelle année, nouveau peuple	p. 9
Enfin un journaliste objectif et impartial à Caracas!	p. 12
Comment changer le rapport actuel de forces en Amérique latine	p. 13
Légiférer sur la base de l'hétérogénéité	p. 14
Le Venezuela encerclé	p. 15

200
BICENTENARIO

200 ans après,
Indépendance et révolution!

À l'occasion de la célébration des deux cents ans du mouvement originel, définitif et transcendantal de l'émancipation de la République bolivarienne du Venezuela, l'État révolutionnaire prend l'engagement de contribuer à préserver et à clarifier la signification historique d'une date aussi importante qui vit naître la Patrie vénézuélienne, ainsi que de valoriser son sens actuel en termes de réaffirmation du droit des peuples à la liberté et à l'autodétermination.

Commission présidentielle pour la commémoration du Bicentenaire.



Notibrevés *Traduction : Antonio Artuso*

Erradication de l'analphabétisme et accès à l'éducation. 2 piliers des 11 années de Révolution

Caracas, 02 février, ABN – L'accès garanti à l'éducation est un droit fondamental qui a été enchâssé dans la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela. L'objectif de l'assurer aux citoyennes/ens a été totalement atteint tout au long des onze premières années de la Révolution dirigée par le président Hugo Chávez, grâce aux différents programmes d'éducation offerts par le gouvernement, qui dispensent des services à un très vaste secteur de la population.

Quelques données concrètes montrent les progrès réalisés dans ce domaine et l'ampleur des services offerts par le gouvernement au peuple vénézuélien en matière d'éducation en un peu plus d'une décennie. Plus de sept millions et demi (7 598 497) de personnes ont accès, dans tout le territoire national, à des études. Plus de quatre mil (4 328) nouvelles institutions d'enseignement réparties dans tous les pays éduquent la population. Le Programme d'alimentation scolaire (PAE) couvre un nombre encore plus grand d'étudiantes/ians, c'est-à-dire 60% de la population inscrite au système officiel d'éducation publique ♦

D'excellentes politiques de santé publique ont été créées au cours des 11 années de Révolution

Caracas, 02 février, ABN – Les objectifs fixés par le gouvernement bolivarien en matière de santé publique ont été les premiers à avoir été pleinement atteints. Ces excellents résultats se sont poursuivis tout au long de ces 11 premières années de processus révolutionnaire, grâce aux politiques de l'État et aux stratégies d'intégration appliquées avec les pays de la région sous la direction du président de la République, Hugo Chávez Frias. Les effets de celles-ci ont bénéficié les communautés les plus pauvres des peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le gouvernement a fait preuve de détermination et d'énergie pour traiter et résoudre les problèmes de santé, et cela a été fondamental pour le succès de ces politiques. Il a dû redresser les torts causés par l'incompétence des gouvernements antérieurs, qui, suivant leurs dogmes capitalistes, ont privatisé un droit fondamental des êtres humains : celui de jouir d'un accès garanti à la santé.

En six ans, les organismes vénézuéliens compétents ont créé et consolidé les programmes du « Système national public de santé », basés sur le réseau de santé « Barrio Adentro » (Au sein du quartier). L'objectif fondamental des programmes sociaux et solidaires est de servir non seulement la majorité



Le Bolivarien

**Consulat général
de la République bolivarienne
du Venezuela à Montréal**

2055 rue Peel, bureau 400
Montréal (Québec) H3A1V4
Tél.: (514) 842-3417
Fax: (514) 287-7101

www.consulvenemontreal.org

Conseil éditorial
Elio Vitriago Abreu
Adolfo Figueroa
Luis Martínez Peraza
Ricardo Astudillo

Conception graphique
Pablo L. Rubin

Impression
Payette & Simms Inc.

Les idées et opinions exprimées dans les articles signés sont entièrement de la responsabilité de leurs auteurs.

de la population vénézuélienne, mais aussi celle des nations sœurs, au moyen de plans de coopération et d'intégration ♦

Les « Brigades de communication » ont transformé les « Infocentres » en bastions de lutte pour l'information

Caracas, 29 mars, ABN – Trente « Brigades de communication » ont été créées pour œuvrer avec les 668 « Infocentres » répartis sur tout le territoire national. Elles ont transformé ces installations non seulement en lieux de libre accès à la technologie, mais aussi en bastions de lutte pour l'information. C'est ce qu'a déclaré la directrice nationale des réseaux sociaux de la « Fondation Infocentro », Heidy Domínguez. Elle a souligné que les citoyennes/ens peuvent réfléchir sur leur vie quotidienne, sur leurs réussites et sur leurs besoins, et ont maintenant le droit de s'exprimer directement, sans intermédiaires.

« C'est l'un des moyens qu'offrent les « Infocentres », conçus comme étant des installations permettant aux citoyennes/ens d'obtenir des informations, ainsi que de produire et de diffuser des documents et des émissions au moyen du réseau », a-t-elle ajouté. Elle a expliqué que, depuis presque trois années, plusieurs sessions de formation dans le domaine des communications populaires ont été organisées non seulement pour les animateurs responsables de servir le public aux « Infocentres », mais aussi pour les communautés locales. Dès lors, les moyens informatiques sont devenus de puissants outils de production de documents imprimés et d'émissions audiovisuelles dans l'ensemble des activités locales, de concert avec les médias alternatifs et communautaires. « Les gens ont commencé à raconter et à bâtir leur propre histoire et à la diffuser sans aucune réglementation », explique Domínguez. Elle se réfère à l'élaboration autonome d'informations, que les citoyennes/ens préparent et comptent diffuser sur la scène politique sous de nouveaux formats inexplorés.

« Le projet consiste maintenant à consolider les « Brigades de communications » que nous avons déjà pour qu'elles produisent et diffusent des messages sous forme de vidéo-clips, de feuillets, de mini-séries, d'émissions de nouvelles, de documentaires, entre autres, relativement à deux sujets spécifiques : le Bicentenaire et les communautés engagées dans le processus de révolution », a-t-elle signalé. Elle annonce que, sans réduire le nombre et la variété des activités locales qui ont jusqu'ici été majoritaires en matière de productions, le nouvel objectif vise à orienter le combat sociopolitique que mènent les communications vers une bataille contre les grands médias privés ♦



Ce qui se prépare contre le Venezuela

*Angel Guerra Cabrera
Traduction : Normand Raymond
Source : www.telesurtv.net*

La longue et intense guerre médiatique contre le Venezuela est entrée dans une phase délirante, au cours de laquelle l'écart entre ce qui se produit réellement dans le pays et ce que publient les consortiums de médias est insondable. Celui qui ne juge le Venezuela qu'uniquement sur la base des publications de ces consortiums est amené à conclure qu'il s'agit d'un État défaillant, où l'on justifie n'importe quoi, que ce soit le coup d'État militaire, le magnicide, une intervention militaire étrangère ou tous ces moyens ensemble, précisément le sens commun que cherchent à installer leurs éditeurs.

Et c'est que les grands médias des États-Unis, d'Espagne et d'autres pays de l'OTAN, les membres de la Société inter-américaine de presse et les chaînes de courriers électroniques latino-américaines tracent un portrait si dénaturé de la réalité vénézuélienne, qu'aucune personne impartiale n'accepterait que la nation ainsi décrite soit la même au sein de laquelle une dizaine de transnationales – entre autres Chevron et Repsol – viennent d'investir 80 millions de dollars afin d'entamer des opérations dans un secteur de la Ceinture pétrolière de l'Orénoque, là où historiquement des millions de marginalisés jouissent aujourd'hui de tous les droits, où il existe une solide popularité de leur président et confiance en son gouvernement, qui s'exprime par la stabilité politique ou par des manifestations débordantes comme celle du 23 janvier. Récemment, le vieux journaliste vénézuélien Eleazar Díaz Rangel se demandait où la revue Newsweek pouvait bien avoir pris les éléments d'information, pour prédir quelque chose d'aussi insensé que le renversement du président Hugo Chávez par un coup d'État militaire pour cette année.

Cependant, l'attaque à l'endroit de Caracas à l'étranger n'est pas seulement médiatique, si important que soit cet élément de la stratégie anti-vénézuélienne des États-Unis. Elle revêt de multiples facettes et inclut des plans d'intelligence, de subversion et d'agression militaire auxquels prennent part le Département d'État, le Commandement Sud des forces armées de ce pays et surtout la communauté d'intelligence sous les ordres de l'amiral Dennis Blair, l'oligarchie et le gouvernement colombiens, plus ou moins ouvertement les gouvernements et les forces politiques de droite tant à l'intérieur qu'au-delà de l'Amérique latine et, évidemment, la contre-révolution interne. Il existe d'innombrables preuves de tout cela.



La contre-révolution interne est très utile pour créer l'image d'une société insubordonnée et d'un pays ingouvernable, et effectuer des tâches d'espionnage et de subversion pour les services spéciaux étatsuniens et leurs alliés. Mais son affaiblissement et son discrédit ont forcé Washington à chercher des recrues parmi les étudiants de la classe moyenne qui ont été formés aux techniques des révolutions de couleurs, à l'aide de fonds provenant de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID, de son sigle en anglais) et de la National Endowment for Democracy, deux façades de la CIA. Mais depuis, ce groupe a également perdu sa force initiale et la manifestation d'il y a quelques jours à Caracas qui a rassemblé des foules de jeunes boliviens a désamorcé les actions criminelles qu'il avait entamées, ne laissant aucun doute quant à son appui envers le gouvernement dans ce secteur.

Tant pour la révolution que pour la contre-révolution, la plus importante bataille de cette année est l'élection législative du 26 septembre. Mais au sein de la contre-révolution qui se trouve divisée, sauf pour la haine à l'endroit de Chávez, il existe une dispute féroce pour les candidatures

et cette contre-révolution n'est surtout pas certaine de pouvoir empêcher les Boliviens de remporter les deux tiers des sièges à l'Assemblée nationale, qui sont nécessaires au maintien de la direction révolutionnaire. Le domaine électoral du chavisme est ce qui fini invariablement par l'amener dans la direction putschiste et le désespoir. Cela explique les tentatives d'accusation contre Chávez, pour les problèmes d'approvisionnement en eau et en électricité causés par une des plus grandes sécheresses enregistrées à ce jour, à laquelle le gouvernement fait énergiquement face - entre autres en y plaçant Alí Rodríguez, l'un de ses meilleurs cadres - afin de trouver une solution.

Mais pour avoir une idée de ce qui se prépare contre le Venezuela, rien de plus éloquent que de se rappeler le rapport d'évaluation des renseignements nationaux présenté au Congrès de Washington par l'amiral Blair : « Au Venezuela, en Bolivie et au Nicaragua, les chefs populistes [...] se sont unis dans le but de rejeter l'influence des États-unis [...] dans la région. Le président du Venezuela [...] s'est établi comme l'un des principaux détracteurs à l'échelle internationale contre les États-unis [...] ». Si c'est ce qu'ils disent publiquement... ♦

Éditorial

Le quotidien colombien « El Tiempo » a récemment annoncé l'établissement d'un accord entre l'agence de nouvelles « Associated Press », par l'intermédiaire de son réseau « AP Móvil » (AP Mobile en anglais), et le « Grupo de Diarios de América » (GDA). Parmi les nouveaux fournisseurs d'articles se trouve le quotidien vénézuélien « El Nacional », dont le propriétaire et le directeur est un dirigeant de premier plan de l'opposition.

Cette nouvelle alliance établie entre la puissante multinationale de l'information et les entrepreneurs locaux regroupés dans la « Société interaméricaine de presse » (SIP) vise à atteindre un public de plus de six millions de lecteurs par jour de semaine et de plus de 10 millions les dimanches. Mais quel est le but réel de ces accords ? Au cours des derniers jours, le journaliste José Vicente Rangel a dénoncé le fait que certains médias nationaux et internationaux et certains gouvernements attaquent constamment le Venezuela en diffusant des mensonges grotesques et des déformations brutales de la réalité nationale. Il a affirmé que cela « n'est ni accidentel ni innocent ». Quel a été, au cours des dernières années, le rôle du quotidien « El Nacional », maintenant devenu collaborateur de la « Associated Press » ? Et à quoi devons-nous nous attendre de ces nouvelles alliances ?

Ce sujet, d'une très haute importance, doit être analysé sous différents angles pour qu'il soit possible de comprendre les processus de changement qui se développent dans nos pays. Le contexte historique actuel est caractérisé par l'aspiration des peuples à l'indépendance, dans la poursuite des luttes d'émancipation qui ont commencé il y a deux cents ans, alors que l'ombre de Bolívar chevauche toujours à travers le continent, et que l'esprit de son épée est toujours vivant ♦



Le Monde procède à une nouvelle dévaluation du journalisme

Thierry Deronne et Grégoire Souchay
Source : www.michelcollon.info

Les coupes claires dans le poste « international » des médias obligent à de périlleuses acrobaties. Par exemple, « Informer » sur le Vénézuéla de Chavez depuis... Rio de Janeiro (soit à 4500 Km de distance...). Cela ne semble pourtant pas effrayer le trapéziste Jean-Pierre Langellier. D'autant plus que le filet est solide : 99 % des médias du Venezuela et du monde le confortent d'avance dans son aversion pour Hugo Chavez et son « socialisme du XXIème siècle ».

En août 2009 le très contesté « correspondant régional » du Monde dénonçait depuis Rio la nouvelle Loi d'Éducation. Elle ouvrait la voie à la « censure de la presse », expliquait-il gravement, en prévoyant une « éducation critique aux médias » (réforme que proposait pourtant l'ex-directeur du Monde Jacques Fauvet, cité pour l'occasion par Hugo Chavez). Hélas, en janvier 2010, aucun commissaire politique n'est en vue dans les cours de récré. Au point que l'opposition vénézuélienne et ses médias ont oublié leur campagne contre la loi.

Répondant aux critiques d'un lecteur en mai 2009, Langellier disait aussi sa crainte de voir Chavez fermer Globovision, chaîne privée de droite. Or, six mois plus tard, celle-ci continue en toute liberté à exiger le départ du président « par tous les moyens ».

La technique du trapèze est simple et nécessite une connection internet : papillonner de thème en thème, reprendre les "informations" des médias d'opposition (majoritaires au Vénézuéla), refuser le droit de suite au lecteur, ne jamais enquêter sur les réformes en cours.

Cette fois cela s'appelle « Pour financer ses dépenses publiques, Hugo Chavez dévalue le bolivar ».

Aux fins d'objectivité, M. Langellier commence par la conclusion : « Cette dernière mesure est un sérieux échec pour le chef de l'État, qui s'était toujours refusé à envisager un tel recours, que la dégradation continue de la situation économique et financière du Venezuela a rendu inéluctable ».

Passons sur les incohérences de l'auteur qui nous explique que « la dépréciation massive du bolivar est un camouflet pour le président Chavez, que les médias pro-gouvernementaux tentent de dissimuler en parlant de simple ajustement » alors que le président a d'emblée annoncé : "nous procédons à une dévaluation" (discours du 8 janvier).

Langellier ne dit pas à ses lecteurs que l'économie du Vénézuéla reste largement dominée par un "faux" libre marché où de grands groupes comme "Polar" fixent les prix en monopolisant sous des marques diverses la commercialisation de la plupart des articles - farine, bière, dentifrice, électro-ménager, etc. Ce secteur a toujours préféré spéculer en important les biens au lieu de les produire sur place, tout en profitant largement... des subsides d'un État rentier-pétrolier ! Si ce secteur critique le président Chavez c'est parce que celui-ci a décidé d'investir dans la production

nationale, renvoyant le libre marché à son propre jeu.

"La crise ne touchera pas à un seul de nos cheveux", clamait le président au début de 2009. Elle a pourtant "décoiffé" toute l'économie » jubile M. Langellier. Elle a surtout mis en lumière ces quarante ans d'économie artificielle, non-productive, reposant sur l'importation des biens et la spéculation sur les prix de vente, facteurs majeur d'inflation et obstacle au développement du pays.

« La double dévaluation, selon M. Chavez, a trois objectifs : renforcer l'économie, freiner les importations qui ne sont pas strictement nécessaires, stimuler les exportations ». M. Langellier ne retient qu'il s'agit de « financer les dépenses de Chavez » à travers un « État contrôlé par lui » pour « fidéliser l'électorat ».

En réalité il s'agit de rééquilibrer la balance commerciale et à plus long terme de construire une véritable économie productive. Tâche d'ampleur, qui se poursuit à travers l'amélioration du contrôle des changes, l'octroi simplifié de devises aux entrepreneurs (un décret de janvier 2010 permet aux exportateurs de retenir 30% des devises pour leur marché intérieur) et une meilleure méthodologie de contrôle des mouvements de capitaux.

Le gouvernement a créé le 13 janvier 2010 le « Fonds du Bicentenaire » : un milliard de dollars pour financer la substitution des importations, l'appui aux productions stratégiques et les exportations de produits agricoles (cacao, café, riz...) ou de production légère (plastique, acier, aluminium, alimentation...) grâce à un taux de change favorable aux petits et moyens entrepreneurs. À la différence du grand patronat, ceux-ci ont bien accueilli ces mesures.

Le commerce privé indexait ses prix sur le dollar parallèle, surévaluant artificiellement les prix (1 dollar pour 7 bolivars). La Banque Centrale du Venezuela vient d'injecter 100 millions de dollars sur les marchés, faisant immédiatement baisser le dollar parallèle de 25%. La conséquence devrait être une baisse des prix de la part du secteur privé. En outre la dévaluation ne peut avoir d'effet concret sur les prix (si tant est qu'elle en ait) que dans deux mois, au renouvellement des stocks de certains produits d'importation. Les augmentations actuelles de prix ne sont donc que spéculatives et totalement illégales.

« Pendant le week-end, les habitants de Caracas ont pris d'assaut les magasins pour acheter téléviseurs et ordinateurs, avant que leurs prix n'augmentent » raconte M. Langellier. Les chaînes privées ont en effet transmis les scènes risibles d'une classe moyenne achetant fébrilement des écrans plats, victime de la psychose entretenue par ces mêmes médias. Au Vénézuéla, 80 % des habitants appartiennent aux secteurs populaires. Ce sont les associations de consommateurs populaires et l'Institut qui défend leurs droits (INDEPABIS) qui ont « pris d'assaut les magasins » pour contrôler les prix.

La mobilisation sociale est un réel succès. La

population s'est unie aux fonctionnaires pour empêcher les augmentations illégales et fermer le cas échéant les commerces qui s'obstinent à frauder.

Une fois n'est pas coutume, un gouvernement défend les droits des « petits ». En décembre il a également nationalisé plusieurs banques coupables de malversations, remboursé immédiatement les épargnants, tandis que la justice poursuivait les hauts responsables, dont certains ont fui aux États-Unis.

Pour M. Langellier, seul compte le fait que « le Venezuela est entré en récession : - 2,9 % en 2009 ». En réalité, face à la crise économique mondiale, les Vénézuéliens sont plus protégés que leurs voisins grâce à une politique anti-austérité qui a multiplié les budgets sociaux. Résultat : un taux de chômage tombant à 6,6% en décembre 2009, la pauvreté en baisse continue (30% aujourd'hui contre 65% en 1998). Le Vénézuéla monte dans le classement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et entre dans le club fermé des pays à « indice de développement humain élevé ».

De tout cela, M. Langellier ne dit rien. Il préfère dénoncer ce « gouvernement qui aura plus d'argent, mais qu'il prendra dans la poche des gens ». Sauf que c'est pour l'y remettre aussitôt et en plus grande quantité. L'État poursuit sa politique de missions sociales, notamment par le biais du Fonds du 19 avril, garantissant ainsi la gratuité de l'éducation, l'accès aux soins pour tous, cassant les prix des aliments de base. Le président Chavez a décidé ce 15 janvier une augmentation de 25 % du salaire en 2010 (sans compter les avantages dont bénéficient les travailleurs comme les tickets-restaurants, etc...). Ce qui fait du salaire minimum vénézuélien le plus élevé de toute l'Amérique latine.

M. Langellier « oublie » même la naissance d'une nouvelle monnaie régionale, le SUCRE (Système Unique de Compensation Régionale) qui permet de libérer de la dictature du dollar les échanges commerciaux entre les pays de l'ALBA (Venezuela, Cuba, Bolivie, Nicaragua, Dominique, Équateur, Saint-Vincent et les Grenadines, Antigua-et-Barbuda, soit 71 millions de personnes et un PIB d'environ 540 milliards de dollars, système ouvert à d'autres États d'Amérique latine). Cette union régionale non-concurrentielle, basée sur la complémentarité des économies, est cohérente avec la vision non-monetariste, sociale de l'économie vénézuélienne qui récupère des secteurs-clés comme la sidérurgie, les télécommunications, le ciment, le pétrole, l'agriculture, la banque.

La Banque Centrale que l'Europe a réduit, par dogmatisme néolibéral, à un robot monétariste, devient au Vénézuéla un levier d'investissement au service du développement national. En Argentine la présidente Cristina Fernandez affronte, elle, une Banque Centrale archaïque qui refuse d'éponger les dettes de l'État au moment où le pays veut sortir de la crise dans laquelle l'a plongé le néolibéralisme.



Intervention du représentant permanent de la République bolivarienne du Venezuela, l'ambassadeur Roy Chaderton Matos, Conseil permanent de l'Organisation des États Américains 3 février 2010



Traduction : Mélanie Bélanger

« Les moyens de communication peuvent également être utilisés pour bloquer la société et porter atteinte au bien intégral des personnes en les aliénant, marginalisant ou isolant; les entraînant vers des communautés perverses organisées sur la base de valeurs fausses et destructives; favorisant l'hostilité et le conflit; critiquant excessivement les autres et créant la mentalité de « nous » contre « eux »; présentant ce qui est grossier et dégradant sous un aspect attrayant, tout en ignorant ou ridiculisant ce qui élève ou anoblit. Ils peuvent diffuser des nouvelles fausses et désinformer, favorisant la trivialité et la banalité. Les sujets fondés sur la race et l'appartenance ethnique, le sexe, l'âge et autres facteurs - incluant la religion - sont tristement communs dans les médias. De plus, la communication sociale néglige souvent ce qui est authentiquement nouveau ou important, comme la Bonne Nouvelle de l'Évangile, et se concentre sur ce qui est à la mode ou excentrique.

Il existe des abus dans chaque domaine que je viens de mentionner.

Les médias sont parfois utilisés pour construire et appuyer des systèmes économiques qui servent la convoitise et l'avidité. Le néolibéralisme est un cas typique: « établissant comme référentiel une conception économiste de l'être humain, il considère les profits et les lois du marché comme des paramètres absolus, au détriment de la dignité et du respect des personnes et des peuples. En de telles circonstances, les moyens de communication, qui doivent bénéficier à tous, sont exploités dans l'intérêt de quelques uns ».

Ma condition de diplomate de carrière et de politicien démocrate respectueux m'a recommandé de ne jamais intervenir dans les affaires internes d'autres pays, sauf lorsque d'autres gouvernements s'immiscent dans les affaires internes du Venezuela. Mon rôle au sein de la OEA est un reflet du compromis de mon gouvernement envers ces principes fondamentaux. Cependant, chaque fois qu'un autre gouvernement agressera ou injuriera le mien, il recevra de ma part une réponse proportionnelle ou plus que proportionnelle.

Février est un mois de carnaval. Cela me remémore Río de Janeiro, Puerto España, Barranquilla, la Nouvelle Orléans et la Ville de Québec, entre autres villes. Oui, il y a un carnaval au Canada, mais avec une différence: cette dernière ne réside pas dans le fait que le carnaval de glace de Québec a lieu malgré des températures extrêmement basses. La différence consiste en ce que, pendant que dans d'autres pays on se prépare au déguisement, au Canada les représentants de l'extrême-droite commencent à enlever leur masque.

Je souhaite ici parler de diplomatie et de respect de la liberté d'expression, ainsi que saisir l'occasion pour raconter l'histoire d'un journaliste d'extrême-droite qui visita récemment le Venezuela : il sollicita un entretien avec le Chancelier (Ministre des Relations Extérieures) et autres fonctionnaires officiels qui ne purent ajuster leur agenda à la proposition du visiteur. En réalité, il n'était pas intéressé à parler avec mon Gouvernement, sinon avec l'opposition afin de l'encourager et de lui offrir un soutien - dont à certains monteurs de coups d'État et autres éléments déstabilisateurs. Il rencontra deux importants députés

Notes :

[1] Autre exploit : le 2 octobre 2009, M. Langellier avait relayé la campagne du Parti de la Presse et de l'Argent brésilien reprochant au président Lula d'accueillir dans son ambassade au Honduras le président Zelaya victime d'un coup d'État qui a ramené son pays à l'ère des escadrons de la mort et du libre commerce.

[2] Extrait de : « Le mai 1968 dont les médias n'ont pas voulu parler »Morgan Sports.



« … un Canada préparé pour une offensive en faveur de dictatures médiatiques en Amérique latine, afin de déstabiliser les gouvernements de gauche sur commande … »

du gouvernement dont les opinions lui parurent non valides et sans importance.

Malgré la récente censure médiatique d’une allocution du Président Hugo Chávez par la chaîne de télévision putschiste RCTV (oui monsieur le Président, le Venezuela dispose de chaînes de télévision putschistes. J’imagine que dans chacun des pays ici représentés, tout spécialement les plus loquaces, il existe aussi ce type de chaînes et qu’elles fonctionnent en toute liberté), ce canal télévisé fut appuyé par ce journaliste, qui à son retour se hasarda à déclarer que dans mon pays les espaces démocratiques ont été réduits. Qui est ce monsieur? Quelqu’un investi d’une certaine autorité morale ou un quelconque journaliste pouvant opiner sur ce qui lui chante, générant au plus une polémique démocratique? NON!! Son nom est Peter Kent, Ministre d’État aux Affaires Étrangères pour l’Amérique latine de la Chancellerie canadienne. Qui a déjà vu un tel cas, où une personne d’un rang aussi élevé, n’ayant pas pu ou voulu convenir d’un agenda avec son potentiel amphitryon officiel, impose sa présence dans le pays hôte, abusant de sa flexibilité démocratique?! Quel manque de diplomatie, quel manque de respect!!!

Le Canada a été pendant longtemps le pays oeuvrant le mieux sur notre continent: toutefois, il existe des nouveautés et certains petits détails:

Pour son intromission, je dénonce la violation des normes de non-intervention par l’actuel gouvernement minoritaire canadien. Cela n’est pas le Canada de Lester B. Pearson, prix Nobel de la paix (a posteriori), qui universalisa le droit à la santé de son peuple, ou de John Diefenbaker, premier Ministre conservateur sensible à la médecine socialisée. Ce n’est pas celui de Pierre-Elliott Trudeau non plus, gouvernant qui n’acceptait pas d’ordres de Washington, l’un des plus brillants hommes d’État occidentaux du XXe siècle, sensible aux idées du socialisme chrétien. Ce n’est pas non plus celui de Jean Chrétien, leader libéral, élu plusieurs fois par son peuple, qui maintint une relation cordiale et de respect mutuel avec le Président Hugo Chávez. Je parle d’un Canada gouverné par une extrême-droite qui a dissous le Parlement pendant plusieurs mois afin de saboter une enquête portant sur la violation des droits humains (je me réfère ici à des tortures et assassinats) par ses soldats en Afghanistan; qui censura des manifestations en Ontario et les critiques aux olympiades d’hiver à Vancouver; qui a flirté avec les putschistes honduriens lesquels, bien sur, leur ont rendu la pareille; un Canada préparé pour une offensive en faveur de dictatures médiatiques en Amérique latine, afin de déstabiliser les gouvernements de gauche sur commande.

Toutefois, je dois remercier le Gouvernement du Canada quant à sa préoccupation pour deux étudiants décédés et l’informer qu’il s’agissait de militants de gauche assassinés par des gangsters de l’opposition. Nous espérons vos condoléances officielles. Tout comme nous attendons des condoléances pour les

dizaines de paysans et dirigeants syndicaux assassinés par nos opposants. Avec cela je souhaite dire que dans ce film, le Gouvernement du Canada s’est rangé du côté des bandits et je crois bien qu’il a perdu sa virginité politique démocratique.

Ô, Canada! Combien de crimes sont commis en ton nom!

À ce cirque de l’extrême-droite participe une ACDI déplorable, qui se tut devant le massacre du « Caracazo » au Venezuela et qui appuya le coup d’État contre le Président Chávez aux côtés de la mafia inter-américaine de bureaucrates des droits humains qui s’est infiltrée dans l’OEA avec la complicité de sa plus haute autorité, de même qu’un Bureau du Rapporteur pour la liberté d’expression, qui croit que l’initiative privée de diffamer, de censurer et de déstabiliser est une liberté qui mérite protection.

Confrontés à la dictature médiatique, à l’Empire et compagnie, sous la Révolution Bolivarienne nous jouissons d’une liberté d’expression extrême et nous tâchons de garantir au maximum tous les droits humains, dont ceux des peuples indigènes; nous offrons par ailleurs au Canada nos services de conseillers en la matière, afin de sauver ses autochtones indigents des griffes de l’exclusion et de la pauvreté extrême. C’est très facile: il ne suffit que de les traiter comme des êtres égaux.

L’Axe du Mal du Pacifique expérimente de nouvelles méthodes. Sachant que l’extrême-droite ne peut obtenir le même appui populaire que le Président Chávez, il fera tout ce qui est en son pouvoir pour saboter la démocratie vénézuélienne dans l’espoir de gagner les élections parlementaires en septembre et, à partir de là, répéter l’opération Tegucigalpa et ensuite une autre opération Jakarta, comme celle montée à un certain moment par la CIA et la star médiatique Henry Kissinger contre la démocratie chilienne.

Ce débat n’est pas anecdotique, monsieur le Président. L’agenda du Parti Républicain continue de se déployer sans obstacles en Amérique latine. Derrière le rideau se cache le pouvoir le plus brutal de l’histoire, qui viole tous les droits humains au nom de la démocratie et de la sécurité: son agressivité historique est telle, que si je demandais de me faire un signe aux ambassadeurs de pays démembrés, envahis par les marines ou dont les gouvernements démocratiques ont été renversés par l’intervention états-unienne, une forêt de bras se lèverait. Bien entendu, le Secrétaire Général bondirait et volerait avec empressement vers tous ces pays maltraités par le pouvoir impérial, afin d’y tendre de petits ponts de paille et récolter en passant quelques votes pour sa réélection.

La loi est la loi: pour cette raison nous dénonçons les gouvernements des États-Unis et du Canada à inciter RCTV à la désobéissance. Médiocre, raciste, violente et vulgaire, habituée à transmettre une programmation pour adultes aux heures des

programmes pour enfants, pendant le coup d’État contre le Président en 2002 elle transmit une programmation infantile (Le Livre de la Jungle, Tom & Jerry, etc.) pendant les horaires d’adultes, afin de cacher la rébellion populaire contre le putsch. Cinq ans plus tard, la concession - propriété de l’État - ne lui fut pas renouvelée et elle passa à transmettre par câble. Aujourd’hui, avec quatre-vingt-dix pourcent (90%) de programmation vénézuélienne, elle se déguise en chaîne télévisée internationale afin de ne pas classifier sa programmation, jouer l’hymne national ou transmettre les messages officiels réglementaires. D’autres émissions suspendues sont revenues sur les ondes après avoir respecté la loi. Tel est le cas de TV Chile, qui ne devait que s’enregistrer et prouver qu’il ne s’agissait pas d’une station vénézuélienne; la même chose survint avec les émissions reliées à Televisa.

RCTV es une chaîne télévisée de tradition médiatique criminelle. Dès 1984, elle fut à la tête du mouvement de bâillonnement par les médias privées de l’ex-Président Luis Herrera Campíns - très loin d’être un leader de la gauche latino-américaine - en quelque sorte puni pour avoir interdit la publicité de spiritueux et de tabac dans les médias et pour avoir imposé à la radio une pièce musicale vénézuélienne pour chaque pièce de musique étrangère. Cette sanction de réduction au silence dura jusqu’au jour de sa mort en 2007. Fait curieux, le canal télévisé d’opposition radicale (je parle ici de canaux d’opposition parce que dans mon pays, les médias ont assumé le rôle de partis politiques) Globovisión transmet librement parcequ’il accepte les normes; je vous recommande par ailleurs de le regarder – il est facile d’y accéder par Internet. RCTV se sent comme l’enfant gâtée de la scorie médiatique internationale et sur cette base, elle ne se conforme tout simplement pas à la loi.

L’Axe du Mal Pacifique peut donc compter sur l’appui de RCTV, El Nazzional et Globovisión au Venezuela, ainsi que sur celui de Fox News, Glen Beck, Rush Limbaugh, Pat Robertson, Rupert Murdoch, le Miami Herald, CNN en espagnol, le Grupo de Diarios América, “El Tiempo” de la famille Santos, “El Universal” de la famille Ealy, El País de Madrid, l’Association Interaméricaine de Radiodiffusion, la Société Interaméricaine de Presse, les représentants du terrorisme médiatique, le Commandement du Sud et la IVe Flotte, au coeur de cet *aquelarre* des ténèbres interaméricaines.

Monsieur le Président, à l’aube du bicentenaire de notre première indépendance ainsi qu’en route vers notre seconde libération, on ne pourra détenir notre avancée bolivarienne pour la justice sociale, la démocratie et la paix.

Merci monsieur le Président » ◆

Notes : [1] Jean Paul II. Documents du Conseil Pontifical pour les Communications Sociales, Éthique dans les Communications Sociales, 24 juin 2000



Les péchés d’Haïti

Par Eduardo Galeano



Traduction : Stéphanie Vaudry – Source : Brecha 556

L’auteur des *Veines ouvertes de l’Amérique latine* explique que l’histoire de harcèlement envers Haïti, prenant de nos jours les allures d’une tragédie et rappelant l’invasion étatsunienne de 1915 à 1934, est également une histoire de racisme ayant justifié que « la race noire soit incapable de se gouverner ».

La démocratie haïtienne est née, il y a peu de temps. Pendant sa courte vie, cette créature affamée et malade n’a reçu que des gifles en plein visage. Elle était à peine née, lors des jours de fêtes de 1991, quand elle fut assassinée par le coup d’État du général Raoul Cedras. Trois ans plus tard, elle ressuscita. Après avoir établi et ôté tant de dictateurs militaires, les États-Unis enlevèrent puis remettèrent le Président Jean-Bertrand Aristide, qui avait été le premier gouvernant élu par vote populaire dans toute l’histoire d’Haïti et qui avait eu la folle idée de vouloir un pays moins injuste.

LE VOTE ET LE VETO

Afin d’effacer les traces de la participation états-unienne au carnage de la dictature du général Cedras, les marines quittèrent le pays avec 160,000 pages d’archives secrètes. Aristide revint enchaîné. On lui donna la permission de reprendre le gouvernement, mais on lui interdit le pouvoir. Son successeur, René Préval, obtint presque 90% des votes; toutefois, n’importe quel petit chef de quatrième catégorie du Fond Monétaire ou de la Banque Mondiale détient plus de pouvoir que Préval, en dépit du fait que le peuple haïtien ne l’ait jamais élu ne serait-ce qu’avec un seul vote.

Au delà du vote, il y a le veto. Un veto aux réformes: chaque fois que Préval, ou l’un de ses ministres, demande des prêts internationaux afin de donner du pain aux affamés, des lettres aux analphabètes ou de la terre aux paysans, il ne reçoit aucune réponse, ou on répond en lui ordonnant: « Recitez la leçon. Puisque le gouvernement haïtien n’a pas terminé d’apprendre qu’il doit démanteler le peu de services publics qui lui restent, les dernières minces protections pour l’un des peuples

les plus désemparés au monde, les professeurs considèrent que l’examen a été échoué. »

L’ALIBI DÉMOGRAPHIQUE

À la fin de l’année dernière, quatre députés allemands ont visité Haïti. À peine arrivés, la misère du peuple leur a sauté aux yeux. L’ambassadeur allemand leur a donc expliqué, à Port-au-Prince, l’origine du problème: “C’est un pays surpeuplé”, dit-il. “La femme haïtienne veut toujours et l’homme haïtien peut toujours”. Et il éclata de rire. Les députés se turent. La même nuit, l’un d’entre eux, Winfried Wolf, consulta les chiffres. Il constata que Haïti est, à l’instar du El Salvador, le pays le plus surpeuplé d’Amérique latine, mais qu’il est aussi surpeuplé que l’Allemagne, puisqu’il a presque la même quantité d’habitants par kilomètre carré.

Lors de son séjour à Haïti, le député Wolf n’a pas seulement été frappé par la misère: il a également été ébloui par la beauté des oeuvres des peintres populaires. Il en est donc venu à la conclusion que Haïti est surpeuplé… d’artistes. En réalité, l’alibi démographique est plus ou moins récent. Jusqu’à il n’y que quelques années, les puissances occidentales parlaient de façon plus claire.

LA TRADITION RACISTE

Les États-Unis envahirent Haïti en 1915 et gouvernèrent le pays jusqu’en 1934. Ils se retirèrent quand ils eurent atteint leurs deux objectifs: faire payer les dettes de la City Bank et déroger l’article constitutionnel qui interdisait de vendre des plantations aux étrangers. Alors, Robert Lansing, secrétaire d’État, justifia la large et féroce occupation militaire en invoquant l’incapacité de la race noire à se gouverner, cette dernière ayant « une tendance inhérente à la vie sauvage et une incapacité physique à se civiliser.» L’un des responsables de l’invasion, William Philipps, avait, quelque temps auparavant, conçu l’astucieuse idée: « Il s’agit d’un peuple inférieur, incapable de conserver la civilisation que lui ont laissée les Français. »

Haïti avait été la perle de la couronne, la plus riche colonie française: une grande plantation de sucre, avec une main-d’oeuvre esclave. Dans *De l’esprit des lois*, Montesquieu l’avait expliqué sans détour: « Le sucre serait trop cher, si l’on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves. Ceux dont il s’agit sont noirs depuis les pieds jusqu’à la tête ; et ils ont le nez si écrasé qu’il est presque impossible de les plaindre. On ne peut se mettre dans l’esprit que Dieu, qui est un être très sage, ait mis une âme, surtout bonne, dans un corps tout noir. »

En revanche, Dieu avait mis un fouet dans les mains du contremaître. Les esclaves ne se distinguaient point par leur volonté de travailler. Les noirs étaient tout autant des esclaves que des fainéants par nature, et la nature, complice de l’ordre social, était l’oeuvre de Dieu: l’esclave devait servir le maître et le maître devait punir l’esclave, lequel ne montrait pas le moindre enthousiasme au moment de se conformer à la volonté divine.

Karl von Linné, contemporain de Montesquieu, avait peint les noirs avec une précision scientifique: « Vagabon, paresseux, négligent, indolent et de coutumes dissoutes. » Plus généreusement, un autre contemporain, David Hume, avait prouvé que « le noir peut développer certaines habiletés humaines, tout comme le perroquet qui dit quelques mots.»

L’IMPARDONNABLE HUMILIATION

En 1803, les noirs d’Haïti donnèrent une spectaculaire raclée aux troupes de Napoléon Bonaparte, et l’Europe ne pardonna jamais cette humiliation infligée à la race blanche. Haïti fut le premier pays libre des Amériques. Les États-Unis avaient antérieurement conquis leur indépendance, mais ils avaient un demi million d’esclaves travaillant dans les plantations de coton et de tabac. Jefferson, qui était maître d’esclaves, soutenait que tous les hommes sont égaux, bien qu’il disait également que les noirs avaient été, étaient et seraient toujours inférieurs.

Le drapeau des libres s’éleva au-dessus des ruines. La terre haïtienne avait été dévastée par la monoculture de la canne à sucre et détruite par les calamités de la guerre contre la France, de même qu’un tiers de la population était tombée au combat. Comença alors le blocus. La nation récemment née fut condamnée à la solitude. Personne ne lui achetait, personne ne lui vendait, personne ne la reconnaissait.

LE DÉLIT DE LA DIGNITÉ

Pas même Simon Bolivar, qui avait su démontrer tant de bravoure, n’eut le courage de signer la reconnaissance diplomatique du pays noir. Bolivar avait pu reprendre sa lutte pour l’indépendance américaine, après que l’Espagne l’ait défait, grâce à l’appui d’Haïti. Le gouvernement haïtien lui avait donné sept navires, beaucoup d’armes et de soldats, à la la seule condition que Bolivar libère les esclaves, une idée à laquelle le Libérateur n’avait pas lui-même songé. Bolivar honora son engagement, mais après sa victoire, alors qu’il gouvernait la Grande Colombie, il tourna le dos au pays qui l’avait sauvé. Et lorsqu’il convoqua les nations américaines à la réunion de Panama, il n’invita pas Haïti, mais invita en revanche l’Angleterre.

Les États-Unis reconnuent Haïti soixante ans après la fin de la guerre d’indépendance, alors qu’Étienne Serres, un génie français de l’anatomie, découvrait à Paris que les noirs sont primitifs, car « ils ont peu de distance entre leur nombril et leur pénis. » À cette époque, Haïti était déjà aux mains de sanguinaires dictatures militaires, qui destinaient les maigres ressources du pays au paiement de la dette française: l’Europe avait imposé à Haïti l’obligation de payer à la France une indemnisation gigantesque, en guise de pardon pour avoir commis le délit de la dignité.

L’histoire d’harcèlement contre Haïti, qui de nos jours revêt des dimensions tragiques, est aussi l’histoire du racisme de la civilisation occidentale ◆



Bolívar a battu Monroe...

João Pedro Stédile

Source : www.michelecollon.info

Source du texte original : brasildefato

La journée du 23 février 2010 restera dans l'histoire de l'articulation entre les gouvernements et les peuples latino-américains. La tenue réussie d'une conférence continentale, avec la participation des 33 chefs d'États de tous les pays -à l'exclusion du Canada et des USA-, a marqué, par le biais de la fondation de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), la mort politique de l'Organisation des États Américains (OEA) et le commencement d'une nouvelle étape d'intégration politique entre les Latino-américains eux-mêmes.

UN PEU D'HISTOIRE

L'OEA avait été fondée le 30 avril 1948, dans le contexte de l'hégémonie politique et militaire des USA sur l'Amérique Latine et dans le climat de Guerre Froide récemment initiée contre les gouvernements socialistes de l'Est et les forces populaires de nos pays. 21 pays de tout le continent, tous subordonnés aux intérêts de l'empire du nord, participèrent à la conférence fondatrice.

L'objectif était clair : avoir un mécanisme juridique qui permette de soumettre les gouvernements d'Amérique Latine et de la Caraïbe aux intérêts du capital US. Et mettre en pratique la théorie de Monroe : « L'Amérique pour les Américains »... du nord!

Et il en fut ainsi. Le gouvernement US transforma l'OEA et les gouvernements subalternes en marionnettes à la solde de ses intérêts. Celui qui dépassait la ligne était puni. Ils utilisèrent l'OEA, tout au long de ces décennies, pour justifier des putschs militaires et des interventions dans presque tous les pays -1954 au Guatemala, 1965 en République Dominicaine, ainsi que plusieurs dans les années 1970. En 1962, ils expulsèrent Cuba de l'organisation après que la Révolution se fut proclamée socialiste! On se souvient que, plus récemment, le représentant de l'OEA fut le premier à s'adresser au putschiste Pedro Carmona en tant que président après le coup d'État du 11 avril 2002 au Venezuela. En 2009, les efforts de l'OEA pour empêcher le maintien du régime putschiste au Honduras furent ridicules. Tout le monde savait que le complexe industriel et militaire des USA était à l'origine du coup d'État.

Dans le domaine économique, l'OEA parraina, dans les années 1960, l'Alliance pour le Progrès comme réponse aux avancées révolutionnaires



dans la région. Dans les années 90, elle parraina les initiatives US de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Dans ses objectifs statutaires figure la promotion du « libre-échange » dans la région.

Les années ont passé : l'OEA a été discréditée et mise politiquement en déroute. Elle a même essayé d'ouvrir les portes à Cuba -qui a fièrement refusé de revenir. Et la défaite imposée dans la rue par les mobilisations populaires contre la ZLEA et le putsch militaire au Venezuela atteignent à présent les salons diplomatiques.

DÉCISION HISTORIQUE

Lors d'une conférence historique tenue uniquement entre les présidents latino-américains, même avec la participation de gouvernements de droite comme ceux du Mexique, de la Colombie et du Panama, et hormis le gouvernement illégitime d'Honduras -mais acceptant le Honduras en tant que peuple-, les présidents ont pris une décision historique : fonder une nouvelle

conférence d'États latino-américains, sans la présence du Canada et des USA.

NAISSANCE DE LA CELAC

La CELAC représente la victoire des peuples d'Amérique Latine sur l'hégémonie du capital et du gouvernement US. Elle équivaut à la récupération du beau rêve de Simon Bolívar qui convoqua en 1826, à Panamá, un congrès latino-américain pour créer une conférence unificatrice des peuples du Sud aux fins d'affronter les empires. Bolívar a enfin vaincu Monroe.

La CELAC est le fruit de beaucoup d'efforts antérieurs, tout au long de l'histoire. La première conférence politique de la CELAC, à caractère constitutif, est déjà décidée. Elle a été fixée de manière significative en juillet 2011, bicentenaire du début de l'indépendance des pays d'Amérique Latine, et se tiendra à Caracas, au Venezuela -la terre de Simón Bolívar.

Parallèlement à cette conférence et à l'articulation institutionnelle des États latino-américains, la construction d'une intégration plus politique et populaire est également en marche : l'ALBA-TCP. La Alianza Bolivariana para los pueblos de nuestra América / Tratado de Comercio de los Pueblos (Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique / Traité Commercial des Peuples) récupère l'esprit de Bolívar, Martí, Mariátegui, Che Guevara, Allende, Marighella, Prestes, Jacob Arbenz, Haydee Santamaría et tant d'autres, pour nous construire une grande patrie latino-américaine.

Une patrie avec un peuple et un territoire unis, intégrés par la complémentarité de ses richesses naturelles, de sa force de travail, de sa culture, dans un effort commun pour la construction de sociétés plus justes, égalitaires et fraternelles -au sein desquelles la priorité sera donnée aux personnes et à la justice sociale, et non au luxe et au profit.

Le chemin vers la construction de l'ALBA et de la CELAC est long, mais nous pouvons déjà, au moins, fêter une petite victoire : Bolívar a mis en déroute la théorie de Monroe - du moins au niveau diplomatique ♦



Nouvelle année, nouveau peuple



Luis Britto García

Source : www.luisbrittogarcia-fr.blogspot.com

C'est parti ! Le coup de feu retentit et démarrent tous ceux qui croient que la nouvelle année est un nouveau calendrier et non pas une reformulation de la vie.

Le monde entre dans la dernière moitié de siècle de réserves d'hydrocarbures et les empires se ruent vers l'énergie fossile comme des rapaces.

La planète entre dans son dernier siècle de biodiversité et les transnationales s'élancent pour l'anéantir.

Le globe entre dans ses dernières décades d'eau potable et les monopoles chargent pour s'en accaparer. Le capitalisme dégringole vers sa tombe et sort les griffes pour emporter avec lui toute l'humanité.

L'empire se fait de plus en plus agressif, alors qu'il faiblit et sème de par le monde des bases de la mort dans l'espoir de survivre en nous tuant tous.

Tout pays possédant des hydrocarbures, de la biodiversité ou de l'eau potable aura un conflit asymétrique dans son futur.

Le Venezuela commence la décennie assiégé par neuf bases de la première puissance impérialiste du monde et avec des blindés et des porte-avions de la IVème flotte rôdant dans ses eaux.

Nous fermons la première décennie sans avoir terminé l'inventaire intégral de notre territoire, de ses ressources et de ses zones écologiques en danger, alors que chaque centimètre de celui-ci est surveillé et fouillé par les pouvoirs étrangers à travers de satellites artificiels, radars de grande portée, écoutes électroniques et avions espions.

Notre pays inaugure la décennie de la menace

sans avoir établi une présence efficace et continue de l'État dans de grandes parties du territoire, spécialement aux frontières soumises à des flux migratoires non contrôlés, pacifiques ou armés.

Le Venezuela entre dans la décennie de la confrontation cruciale sans avoir établi l'autonomie alimentaire, ni le degré de production industrielle endogène de biens essentiels pour la consommation du peuple, nécessaire pour se défendre.

Le Venezuela et l'Amérique Latine entrent dans une décennie décisive alors que les questions ethniques sont sous la tutelle des ONGs des États-Unis, qui imposent la doctrine selon laquelle chaque partialité culturelle doit avoir son propre gouvernement, ainsi qu'un territoire propre avec des droits exclusifs sur les ressources et le sous-sol de même qu'un droit à expulser les autorités de l'État National.

Le Venezuela se réveille avec un pays voisin dont l'oligarchie élève une armée de 500 000 hommes et laisse des bases étasuniennes occuper son territoire.

La patrie de Bolívar se réveille de bon matin avec une occupation de milliers de paramilitaires qui installent des barrages et font payer des vaccins, supplantent la pègre vernaculaire dans le narcotraffic, la traite de personnes, les tueurs à gage, le prêt à taux d'usure et le jeu illicite, et acquièrent stratégiquement des entreprises de transport et de communications.

À l'intérieur de ses frontières, le Venezuela accueille 4 300 000 ressortissants du pays qui le menace; beaucoup de fugitifs de l'oligarchie; d'autres inconditionnellement fidèles à celle-ci.

Alors que tous les pouvoirs financiers affilent leurs couteaux pour égorger le Venezuela avec des actions en justice téméraires et des embargos de biens et de réserves internationales, des juges vénézuéliens soutiennent que la souveraineté du Venezuela n'existe pas et qu'elle peut être condamnée et exécutée avec des lois étrangères par des juges ou arbitres étrangers.

Dans une période de crise mondiale, quand chaque pays dépend de ses revenus et de ses réserves, le Venezuela exempté criminellement, à travers les Traités contre la Double Imposition, les transnationales de payer 18 750 millions de dollars annuels d'impôts sur les bénéfices qu'elles font dans le pays.

Alors que le fascisme de l'Empire et de ses pays limitrophes affine sa stratégie d'agression et de génocide, notre principale organisation politique n'a pas encore terminé de définir clairement ses

orientations idéologiques et de les proposer à ses militants.

Le Venezuela entre dans l'ombre de la menace de mort, et pendant ce temps il est informé, divertit et éduqué par un appareil de communication en grande partie ennemi du Venezuela, exempté de l'accomplissement des lois par les autorités chargées de les faire appliquer.

Le Venezuela entre dans la pénombre et il n'y a, pour l'illuminer, aucun institut compétent académiquement et scientifiquement afin d'analyser ses problèmes cruciaux, formuler ses objectifs, élaborer ses stratégies et les transformer en plans.

Nous allons vers les ténèbres sans avoir créé les institutions de haut niveau pour l'analyse et l'évaluation des forces, des faiblesses et des conjonctures de nos opposants et le développement de politiques pour les affronter.

Nous nous enfonçons dans le cône d'ombre de l'éclipse annoncée sans avoir adopté les mesures légales, administratives et judiciaires pour conjurer tous ces vides, toutes ces faiblesses.

Nous n'avons toujours pas capté ce qui est clair pour l'adversaire: l'Amérique latine dépend du Venezuela, et le monde dépend de l'Amérique latine.

Nous inaugurons la nouvelle décennie avec l'idée que le conflit est imminent, mais avec peu de certitudes sur ses conséquences les plus probables, comme l'annihilation de la superstructure étatique dans les premiers jours d'affrontement.

Les Etats-Unis auraient pu balayer la petite armée de Cuba mille fois; s'ils n'ont pas essayé de nouveau c'est parce qu'ils auraient dû affronter un peuple compact comme une muraille.

L'Empire tenta en vain de détruire l'armée Vietcong; il n'y arriva pas car cette armée était tout le peuple, et ce peuple était toute une armée.

Toute pensée sur le futur du Venezuela, de l'Amérique latine, du monde, est purement rhétorique si elle ne s'articule pas à l'idée d'une fusion indestructible de l'appareil du parti, de l'État et de la sphère militaire avec les bases sociales.

L'interrogation est de savoir si nous pourrions réaliser cette fusion à temps pour dissuader le conflit, ou si nous devrions le faire par la voie de la force une fois que nous aurons reçu le coup destructeur simultané de la narcologarchie et de l'empire ♦



Les contre-révolutions de couleurs: le rôle des « Petites Mains Blanches »

Mariandry Laclè

Traduction : Suzanne Miscovic
Source : www.radiomundial.com

Comme le font remarquer les classiques des idées marxistes, progressistes et socialistes : indiscutablement, où qu'il y ait révolution, il y aura toujours contre-révolution.

Au Venezuela, nous vivons une révolution de libération nationale qui fait partie intégrante du processus révolutionnaire mondial. Face aux avancées d'un peuple qui a déjà obtenu d'importants résultats, tels que la conquête d'un gouvernement anti-impérialiste de transition vers un modèle socialiste, une nouvelle Constitution (Grande Charte) en 1999, qui comprend des droits pour des segments de la société qui ont depuis toujours été exclus de la société bourgeoise du 'puntofijismo' - comme les travailleurs et les travailleuses, les femmes, le gens du troisième âge, les jeunes, les paysans, les autochtones, entre autres - la question de l'existence d'une révolution anti-impérialiste dans le pays place à l'ordre du jour une discussion à savoir comment la défendre face aux attaques d'acteurs visant à faire échouer le processus de transformation et de changement.

Comme le font remarquer les classiques des idées marxistes, progressistes et socialistes: indiscutablement, où qu'il y ait révolution, il y aura toujours contre-révolution. Les droits conquis ne l'ont été qu'après avoir surmonté de longs et difficiles épisodes de luttes, de coup d'état fasciste, de sabotage pétrolier, de blocage économique et commercial, de 'guarimbas'¹, de luttes électorales et de référendums.

La défense de la Révolution devient ainsi un aspect fondamental lors d'épisodes de mouvements contre-révolutionnaires simultanés. Pour cette raison, l'analyse de la structure économique et sociale de la société vénézuélienne fait partie intégrante du travail. Il ne s'agit pas d'un luxe intellectuel, mais bien d'une nécessité qui, puisqu'elle comprend l'existence-même d'une avant-garde révolutionnaire, revêt un caractère pratique : " Sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas de mouvement révolutionnaire ".

Tout ceci se résume en la nécessité et l'inévitabilité de la lutte contre la domination économique et politique de la bourgeoisie nationale et internationale. Pour cette raison, la contre-attaque va aussi dans les deux sens,

depuis les tranchées de la bourgeoisie nationale et depuis les centres du pouvoir économique impérialiste.

Lénine fait remarquer que la question de la lutte des classes figure parmi les fondements du marxisme et « qu'en dehors de la lutte des classes, le socialisme est une phrase vide, ou un rêve naïf » (V.I. Lénine, Socialisme petit-bourgeois et socialisme prolétaire).

Le président Chávez a émis certaines mises en garde au sujet de cette lutte que nous devons gagner dans la rue, dans l'usine, au Parlement, à la campagne ainsi qu'en ville : " La bourgeoisie, en utilisant des foyers fascistes, tente d'incendier le Venezuela ", a dit le président Chávez au Théâtre Teresa Carreño, alors qu'il était réuni avec plus de 2,000 leaders étudiants (lycéens et universitaires) de tout le pays, lesquels l'appuient et soutiennent ses politiques sociales et économiques.

" Le plan qui existe derrière le mouvement 'foquiste' des jeunes - qui ne sont déjà plus des jeunes, devenus vieux avant le temps parce qu'ils sont au service du capitalisme, ces petits enfants de la bourgeoisie oeuvrant derrière ce 'foquisme' follement fasciste et violent - est une méthode qui a fonctionné dans d'autres pays d'Europe, comme la Révolution Orange; il s'agit d'une stratégie impériale ", a expliqué le commandant Chavez aux leaders étudiants réunis dans la Salle Rios Reyna, lors de l'assermentation du Front de la Jeunesse Bicentenaire 200.

ORANGE REVOLUTION 'MADE IN USA'

La Révolution Orange fut le nom que se donna le mouvement politique lié aux États-Unis et qui renversa le Gouvernement légitimement élu en Ukraine en l'an 2004 et qui, cinq ans après, a été rejeté par les Ukrainiens en raison du désastre et de la corruption qu'il provoqua dans la vie économique et sociale du pays.

Le dimanche 7 février, des élections se sont tenues en Ukraine, avant lesquelles la population, d'après les précédents sondages, avait d'emblée rejeté les candidats qui à un moment donné avaient été à la tête de la Révolution Orange.

Après avoir analysé les éléments actuels de la conjoncture internationale et nationale, le président Chávez a exprimé qu'il ne fallait pas sous-estimer ce mouvement fasciste, et il a

considéré tant opportune qu'extraordinaire la formation du Front de la Jeunesse Bicentenaire 200. " Il est nécessaire qu'ils sortent à la bataille, et avec force, en chantant, en disant ce qu'ils ressentent, avec la force extraordinaire de la jeunesse ", a exhorté Chávez, interpellant ainsi les jeunes vénézuéliens et vénézuéliennes, tout en dénonçant que derrière le fascisme et la contre-révolution se trouvent les transnationales de l'information sur la scène nationale et internationale.

Les contre-révolutions de couleurs ont été utilisées en Europe de l'Est par les États-Unis et ses alliés de l'OTAN afin de freiner les tentatives révolutionnaires de sauver la formule socialiste dans les pays de l'ancien bloc soviétique et d'occuper de manière définitive, d'un point de vue militaire, des territoires stratégiques relativement au contrôle de toute l'Eurasie.

On débat encore aujourd'hui le rôle qu'ont joué dans ces contre-révolutions des organisations telles que la Fondation Soros, La Fondation Konrad Adenauer, La National Endowment for Democracy et maintes autres 'entités' qui opèrent à l'intérieur du rayon d'action de la CIA.

Au Venezuela, la formule a été introduite dès 2002 à travers la 'société civile'. Ensuite, vers 2007, surgirent 'les étudiants', représentés par les 'petites mains blanches'. Les vrais étudiants de la Patrie, en revanche, lèvent l'épée de Bolivar et n'ont recours à aucun symbole insolite ou étranger à notre réalité culturelle et historique.

LA COULEUR DU FASCISME

Les dénommées 'révolutions de couleurs' sont en réalité des mobilisations politiques appuyées par des facteurs contre-révolutionnaires : une bourgeoisie sans patrie, l'Agence Centrale d'Intelligence (CIA) des États-Unis et autres intérêts économiques. La stratégie consiste à fomenter des actions de 'résistance civile' à l'encontre de 'leaders autoritaires', 'régimes non-démocratiques ou communistes', 'gouvernements corrompus' ou 'militaristes'.

Les groupes de manifestants suivent le script préparé dans les laboratoires des services secrets états-uniens et prennent comme 'drapeau' une couleur ou un symbole. Ainsi, roses, cèdres, tulipes, 'petites mains blanches', ont été autant d'emblèmes de la contre-révolution mondiale.



« Comme le font remarquer les classiques des idées marxistes, progressistes et socialistes : indiscutablement, où qu'il y ait révolution, il y aura toujours contre-révolution »

comme un "mouvement de jeunes" spontané et non violent. Format identique à celui utilisé en Yougoslavie, il produisit la démission du pouvoir d'Édouard Chevardnadze en Géorgie en 2003. Paul Labarique souligne à ce sujet: « en réalité, cela fut le fruit d'une patiente manipulation. En raison d'une rivalité d'intérêts stratégiques et pétroliers entre la Fédération Russe et les États-Unis, la Géorgie s'est convertie en terrain d'affrontement des puissances. La colère populaire, habilement déchaînée par l'Institut Démocratique de Madeleine Albright et structurée par les associations juvéniles que finance George Soros, permit à la CIA de mettre ses hommes au pouvoir à Tbilissi, la capitale du pays. »

- La Révolution Orange : élection de Victor Yushchenko en Ukraine, en 2004.

- La Révolution des Tulipes : sortie du Gouvernement de Askar Akayev au Kirghizstan, en 2005.

- La Révolution des Cèdres: elle fut organisée et promue par l'administration Bush afin d'imposer la résolution no.1559 qui avait pour but de forcer le retrait des troupes syriennes du Liban et le désarmement du Hezbollah en 2005.

- Renversement du président Manuel Zelaya au Honduras, en 2009.

LES CONTRERÉVOLUTIONS QUI ONT ÉCHOUÉ

La première tentative de "révolution de couleur" échoua, en 1989. L'objectif était de renverser Deng Ziaoping en se servant de l'un de ses collaborateurs, le secrétaire général du Parti Communiste Chinois (PCC) Zhao Ziyang, afin d'ouvrir le marché chinois aux investisseurs étatsuniens et de placer la Chine sous l'influence des États-Unis. Les jeunes partisans de Zhao envahirent la place Tiananmen. Les médias de

la presse occidentale les présentèrent comme des étudiants apolitiques qui luttaient pour la liberté

en s'opposant au PCC, alors qu'en réalité il était question d'une dissidence interne entre les nationalistes et les pro-étatsuniens née au sein du courant de Deng. Après une longue résistance aux provocations, Deng décida de mettre fin à cette situation par la force. La répression se solda par 300 à 1000 morts, selon les sources. " Vingt ans plus tard, la version occidentale de ce coup d'état manqué continue d'être la même ", souligne l'analyste international français Thierry Meyssan.

- La Révolution Blanche : tentative manquée de renverser Alexander Loukachenko en Biélorussie.

- La Révolution de Safran : tentative manquée de la part de moines bouddhistes de renverser la dictature militaire en Birmanie (2007)

- La Révolution Verte : manifestations en Iran contre la présumée fraude électorale en appui au candidat de l'opposition Mir-Hossein Mousavi. " La 'révolution verte' de Téhéran est le plus récent cas de 'révolutions de couleurs', grâce auxquelles les États-Unis ont réussi à imposer des gouvernements soumis à leur tutelle dans plusieurs pays sans avoir recours à la force ", indique Meyssan.

- La Révolution Twitter : manifestations contre le triomphe du Parti des Communistes de la République de Moldavie, lors des élections parlementaires de 2009 ♦

Prensa YVKE Mundial / VTV / Cubadebate / Correo del Orinoco

Notes : [1] Note de l'édition: il s'agit ici d'un mot provenant de l'argot vénézuélien signifiant 'territoire' et qui se réfère plus précisément dans le contexte socio-politique actuel à des actes systématiques de désobéissance civile tant violente que déstabilisatrice dans le cadre d'un plan du même nom orchestré par certains secteurs de l'opposition au Venezuela.



Enfin un journaliste objectif et impartial à Caracas !

Gregoire Soucbay

Source : www.larevolucionvive.org.ve

Vous vous en doutez, si j’ai assisté à la manifestation de ce 23 janvier, ce n’est que par considération purement journalistique visant à décrire le plus fidèlement le déroulement d’un de ces rassemblements dont la vocation n’est que d’appuyer le régime. On m’a prévenu d’ailleurs, un ami bien informé m’a dit qu’il avait entendu un de ses cousins dire qu’un ami a lui avait vu des militaires entrer dans les maisons pour forcer les gens à aller manifester.

Ainsi donc, suivant l’appel du Gouvernement, je me rends deux heures après le départ sur le point d’arrivée de la manifestation, à proximité du centre-ville. Evidemment, je ne suis pas surpris de voir qu’il n’y a personne, que c’est tout juste à moitié vide, et qu’il n’y a même pas de personnalité politique sur l’estrade. Les “gens” aux alentours me disent que c’est parce que la manifestation n’est pas encore partie.

Rassuré sur la véritable capacité de mobilisation de ces socio-communistes rouges à casquettes, je me dirige vers le centre ville histoire de déguster un entremets au restaurant français le plus proche. Le problème c’est qu’à cause de ces jeans-foutre, toutes les rues sont désordonnées. Tous les deux cents mètres, un petit groupe écoute un *muezzine* bolchévique leur faisant le sermon en criant des “viva Chavez” et autres signes d’aliénation collective. À certains moments, on croit presque qu’une manifestation se déroule, mais je ne me laisse pas avoir, je sais bien que cela ne peut être vrai.

Sur les coups des 14h, je me décide à retourner sur le point d’arrivée de l’action : la place O’Leary. Et là je ne sais pourquoi, mais les gens s’unissent pour m’empêcher de passer ! Impossible d’approcher plus près. Certains arguent du fait qu’il y a trop de monde. Sottise, je vois bien qu’il reste encore de l’espace au beau milieu de la fontaine!

Bien décidé à ne pas me laisser abattre, je me fraie un chemin, en m’offrant au passage une casquette couleur locale, histoire de m’infiltrer au cœur de la populace sans être identifié. Après moult coups de coudes et de fesses et un certain nombre de pieds écrasés, j’arrive enfin à 4 mètres des barrières marquant la fin du territoire autorisé. Devant moi une pancarte : “Je donnerais tout pour pouvoir t’embrasser”. J’ai cru un instant qu’il s’agissait de moi. Dommage.

Il est 15h. Venue du fond de l’avenue, à présent toute aussi bondée que là où je me trouve, descend une camionnette avec à son bord un type, qui fait des signes de la main. Il semble que cette

personne relève d’une certaine importance, étant donné le mouvement d’hystérie collective qui se déclenche à sa vision. Enfin, hystérie serait un mot beaucoup trop faible; ça crie, ça hurle, ça court vers la camionnette, sans se préoccuper des risques importants de se faire écraser sous un pneu. Irrresponsables.

Le type perché sur le toit de la camionnette sourit, et quand il regarde dans la direction de quelqu’un, celui-ci hurle. Rarement a-t-on vu pareil spectacle, sauf peut-être à Rome avec Jean-Paul VI. La voiture passe devant moi, sans laisser le temps aux journalistes tout autour de poser une seule question au type. Quel toupet!

Et puis, des balcons aux alentours, des gens balancent des confettis. Enfin, le type arrive sur l’estrade. Les gens hurlent des cris animaliers tels “Uh, Ah, Chavez ne s’en va pas”

Et voila que le type commence à prendre la parole en chantant l’hymne national. J’en suis désormais sûr, il y a un grand péril nationaliste ici. La preuve? Tout le monde chante autour en chœur, plus ou moins juste (ne peuvent-ils pas prendre des cours de chant à la fin ? C’est agaçant pour les oreilles sensibles).

Il enchaîne avec deux ou trois autres chansons connues également du public. Je commence à comprendre qu’il s’agit d’un amuseur public. En attendant, je suis comprimé entre une “représentante de la mission santé” et un membre du “front national (mouvement raciste ?) paysan Ezequiel Zamora”. Je révise ma Bible, Ezequiel était une figure maléfique de l’Ancien Testament, difficulté à respirer, mais je dois rester, pour l’honneur de l’information juste et équilibrée.

Et puis il commence son discours, sous les cris toujours plus animaliers d’une foule qui ne l’écoute pas. Enfin ils se taisent (c’est agaçant vraiment), les quelques groupies à l’avant daignent baisser leur drapeau pour permettre aux autres groupies de voir le spectacle.

Bon, le type parle, parle, parle, en fait de parler, se répète même beaucoup. “Vive les femmes, vive la révolution, vive la socialisme”. Apparemment, ce qu’il raconte à un tout petit peu d’impact sur la foule qui crie de plus belle. Au dessus de lui, un écran géant montre le type, puis montre la foule. Il semble qu’il y ait du monde.

Mais on ne sait jamais. Décidé à rendre compte de la réalité de la supercherie (puisque tout ceci est une mise en scène bien entendu), je remonte les avenues adjacentes. Non, elles sont vraiment bondées. L’autre avenue ... aussi, sur encore 200 mètres. Et plus bas ? Egalement. Mais enfin, y a-t-il vraiment des centaines de milliers de personnes dans la rue ?

Malgré toute la mauvaise volonté que l’on peut avoir vis-à-vis de ce genre d’idiotie, il faut admettre que oui, il y a vraiment tout ce monde. Et les trois quarts d’entre eux portent des t-shirts, casquettes et drapeaux, rouges, signe qu’ils ne sont pas tout-à-fait inconscients du ‘pourquoi’ ils sont là. Mais bon dieu, rentrez chez vous, ça ne sert à rien, vous ne passerez pas à CNN, qu’est-ce que vous croyez? Ne vous rendez-vous pas compte que vous êtes en train d’appuyer démocratiquement une dictature sanguinaire qui outrepassa la liberté de consommation et de spéculation ?

Alors bon, résigné, découragé par tant d’acharnement à détruire ma haute et juste pensée journalistique, je m’en vais, suivant une des avenues, toujours bondée, en fait, on peut croiser des manifestants pendant encore près d’un kilomètre. 1h plus tard, arrivé à mon logis, je regarde Globovision, la véritable télévision : il semble qu’il n’y a pas eu de manif place O’Leary aujourd’hui, seulement un rassemblement de l’opposition dans les quartiers de l’est, avec un très très très grand succès. Je regarde les images ... comparativement, c’est quand même un bel un échec pour les forces de la liberté.

Et puis finalement, je me rassure, puisque je sais pertinemment que demain on ne verra que cette seconde manif-là dans les médias occidentaux et nullement la première.

Re-motivé et bien décidé à rendre compte de la réalité objective d’un pays dictatorial sans liberté d’expression, j’entame mon article à paraître demain qui s’intitulera : “malgré les pressions du régime, la population du Venezuela a boycotté massivement la parade militaire du dictateur”.

Qui ira vérifier ?

En direct de Caracas, JPL, pour Le Monde de la désinformation ◆

Post Mortem : On annonce que c’est un confrère d’El Pais, journal espagnol toujours objectif et jamais partisan, qui s’est rendu coupable de couvrir cette manifestation : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=99252>



Comment changer le rapport actuel de forces en Amérique latine

Marta Harnecker – Traduction : Valerie Mazile
Source : www.telesurtv.net

La situation de l’Amérique latine a changé depuis que le président Chávez a pris ses fonctions au Venezuela en 1998; de plus en plus de gouvernements qui s’opposent aux politiques néolibérales sont en train d’émerger dans la région. L’espoir a commencé à renaître chez nos peuples. Cependant, les faits du Honduras et des bases militaires en Colombie sont un signal que le Pentagone a mis en marche un processus de « recolonisation » et de « reprise en main » de la région dans le but d’essayer d’arrêter et, dans la mesure du possible, de renverser la dynamique enclenchée par le Président Chávez visant la construction d’une Amérique latine libre et souveraine.

L’empire – qui continue à avoir un énorme pouvoir militaire, politique, économique et médiatique – ne peut accepter que les pays d’Amérique latine créent leur propre agenda, indépendamment et en opposition à celui qu’il a conçu.

Que faire face à cette situation ?

Si nous voulons rendre possible, dans le futur, ce qui aujourd’hui paraît impossible, étant donné le rapport de forces actuel, notre tâche est de nous consacrer à la construction des forces qui nous permettent de changer la situation.

Le président Chavez a travaillé brillamment à construire une force internationale qui puisse s’opposer à la politique impérialiste, et son succès a été retentissant au niveau des gouvernements des pays du Sud – comme en témoignent les plus récents sommets mondiaux et régionaux. Mais, bien que le Président ait insisté sur la mise en place d’un Sommet des peuples, on a peu avancé vers cet objectif.

Il m’apparaît primordial, en ce sens, de mettre en place un puissant mouvement populaire continental pour défendre notre souveraineté en matière économique, politique, culturelle, communicationnelle, environnementale ; en appui solidaire aux secteurs sociaux les plus défavorisés ou ceux qui ont connu des catastrophes. Levons les drapeaux de la lutte contre la faim, contre toutes les formes de discrimination, contre la détérioration de notre écosystème, en faveur de la transparence administrative et contre la corruption. Un mouvement qui, s’il lutte pour atteindre ces objectifs est, de fait, en train de mener une lutte pour le socialisme du XXI^e siècle.

Toutefois, nous ne pouvons penser qu’un mouvement de ce type puisse se créer par décret, il faut commencer à le construire dans chaque pays et pour y parvenir, il faut débiter en créant ou en renforçant les initiatives locales pour former de vastes plateformes de lutte contre les politiques néolibérales déployées par le capital financier international, qui offrent des alternatives concrètes aux divers secteurs affectés par l’actuelle crise mondiale du capitalisme.

Cette plate-forme d’accumulation durant cette période de crise, jouerait un rôle d’instrument d’agglomération de tous. La profondeur de la crise, l’ampleur et la variété des secteurs touchés, la multiplicité des demandes qui

émergent de la société et qui demeurent négligées, dressent un scénario hautement favorable pour pousser vers la constitution d’un mouvement d’une très vaste composition et de force sociale énorme, compte tenu de la multitude d’adhérents potentiels, qui englobe l’immense majorité de la population.

Parmi ceux qui souffrent des conséquences économiques du néolibéralisme – en plus des 3/4 des secteurs traditionnels de la classe ouvrière urbaine et rurale – il y a les pauvres et marginalisés, les couches moyennes appauvries, la multitude de petits et moyens entrepreneurs et commerçants, le secteur informel, les petits et moyens producteurs ruraux, la majorité des professionnels, l’ensemble des chômeurs, les membres des coopératives, les retraités, la police et les cadres subalternes de l’armée. Cependant, nous devons nous rappeler non seulement des secteurs économiquement affectés mais aussi de tous ceux qui sont discriminés et opprimés par le système : femmes, jeunes, enfants, personnes âgées, indigènes, afro-descendants, certaines croyances religieuses, homosexuels, etc... Il s’agit ici de la majorité de la population de nos pays.

À partir de cette plate-forme, devrait se constituer un mouvement plus vaste, sans aucun type de sectarisme. Et pour y parvenir, il est nécessaire d’avoir une grande flexibilité tactique, sans abandonner les principes (souveraineté nationale; démocratie et pluralisme politique; solidarité avec les plus faibles...). Nous devons beaucoup apprendre de Fidel Castro, le grand stratège de la victoire de la lutte conte Batista à Cuba, dont j’ai essayé de résumer les enseignements dans mon livre “*La stratégie politique de Fidel : Du Moncada à la victoire*”.

L’enjeu est de créer une plate-forme de lutte, une plate-forme qui permette le plein protagonisme populaire. Selon le leader bolivarien, on ne peut résoudre le problème de la pauvreté sans donner de pouvoir aux pauvres, c’est-à-dire sans que le peuple assume le pouvoir. Je souhaite paraphraser ceci en disant que nous ne pourrons avancer dans la construction du socialisme du XXI^e siècle en Amérique latine – ce qui signifie la défaite de la politique impérialiste dans notre région – que si nos peuples se convertissent en de grands protagonistes de ces luttes. Le Président Chávez a absolument compris ceci. Nous espérons que de plus en plus de présidents latino-américains le comprennent et aident à partir de l’État qu’ils dirigent à stimuler ce protagonisme en créant les espaces adéquats pour le réaliser, comme nous l’avons au Venezuela avec les conseils communaux, les conseils de travailleurs et autres formes d’expression du pouvoir populaire.

Nous pensons qu’une façon très concrète d’avancer dans la construction de ce grand front – qui ne se limite pas à être un front de sigles, mais qui soit plutôt un front de lutte – est justement de chercher à créer des espaces précis de rencontre ou convergence de luttes anti néolibérales précises : les sans-emploi, les sans-terres, les sans-abris, les étudiants affectés par le système, les retraités, etc... ou des convergences de lutte pour la paix, dans des cas comme celui de la Colombie, ou d’opposition à l’intervention étrangère comme serait le cas du Venezuela.

Il s’avère fondamental de réaliser un important

travail idéologique pour clarifier la relation entre les problèmes les plus ressentis par le peuple et les politiques économiques qui les causent et à partir de là, expliquer le rôle que joue par rapport à elles la politique impérialiste, de même que la nécessité de construire un nouveau modèle de société permettant de surpasser cette situation. Il est essentiel que la bataille idéologique soit liée aux problèmes les plus ressentis par la population.

Une initiative qui, je pense, pourrait produire des résultats intéressants et favoriserait un vaste protagonisme populaire serait la réalisation d’une consultation populaire dans tous nos pays au sujet de l’acceptation ou non de la présence de bases militaires états-uniennes sur notre subcontinent – comme l’a proposé le président bolivien Evo Morales et l’ont mis en pratique avec succès les groupes sociaux et politiques de la paroisse du 23 de Enero. Généraliser ce type de consultation nous permettra de mobiliser, dans une tâche précise commune de conviction et d’éducation populaire, foyer par foyer, des militants de différentes organisations sociales et politiques, mais encore plus important, à tant de gens et de jeunes qui commencent à porter un intérêt à la politique, qui veulent contribuer à l’édification d’un monde meilleur, qui souvent ne savent pas comment le faire et qui ne se sentent pas prêts à militer dans la forme traditionnelle.

De telles initiatives n’ont pas d’effets juridiques mais politiques. Nous en avons déjà fait l’expérience en Amérique latine lorsque s’est tenu simultanément, dans plusieurs pays, un référendum sur la ZLEA avec des résultats politiques très satisfaisants qui ont engendré une grande campagne idéologique de clarification et une grande mobilisation de résistance contre ce pacte néocolonial dans tous ces pays. C’est un précédent qui ne doit pas être oublié quand on écrira l’histoire de la défaite de la ZLEA.

Mais une large plate-forme de cette nature requiert une nouvelle culture de la gauche : une culture pluraliste et tolérante, qui place au-dessus ce qui unit et laisse en second plan ce qui divise; qui favorise l’unité autour de valeurs comme la solidarité, l’humanisme, le respect de la différence, la défense de la nature, rejetant la soif du profit et les lois du marché comme principes directeurs de l’activité humaine.

Une gauche qui commence à se rendre compte que la radicalité ne consiste pas à lancer les slogans les plus radicaux ni à réaliser les actions les plus radicales – que seulement très peu observent parce qu’ils font peur à la majorité – mais à être capable de créer des espaces de rencontre et de lutte pour de vastes secteurs ; parce que constater que nous sommes nombreux à mener la même lutte est ce qui nous rend forts, est ce qui nous rend radicaux.

Une gauche qui comprend qu’il faut gagner l’hégémonie, c’est-à-dire convaincre au lieu d’imposer.

Une gauche qui comprenne que le plus important est que, ce que nous avons fait dans le passé, nous le fassions ensembles à l’avenir, afin de conquérir notre souveraineté et construire une société qui favorise le plein développement de l’être humain : la société socialiste du XXI^e siècle ◆





Légiférer sur la base de l'hétérogénéité, nouveau signe des temps en Amérique latine.

Isabel Soto Mayedo -

Traduction : Django Doucet et Mélanie Bélanger
Source : isabelsotomayedo.blogia.com

L'Amérique latine est la région du monde générant les plus profonds changements sociaux au début de ce nouveau siècle. Des programmes intégrationnistes, caractérisés par une logique allant de la main avec le principe de solidarité entre les peuples, ainsi que de nouveaux modes de conception, de formulation et d'application des politiques culturelles de l'État, constituent certains des piliers fondamentaux de cette transformation sociale.

La crise de l'État-Nation, résultat de l'expansion de la globalisation néolibérale, a entraîné la transition d'un constitutionnalisme culturel implicite à explicite, faisant ainsi s'effondrer son image traditionnelle. Le mythe des nations homogènes commença à s'effriter lorsque les mouvements sociaux impulsèrent des processus de reconnaissance et de valorisation des cultures originaires, d'autres formes de voir et d'exister dans le monde. Selon certains connaisseurs en la matière, le panorama culturel s'avère tout aussi complexe que les États, bien que ces derniers ne soient pas toujours capables de réajuster leurs lignes stratégiques à une telle réalité.

Toutefois, quelque chose de distinct est survenu en Amérique latine au cours des dernières décennies du XXe siècle, tout particulièrement au sein des pays dont les gouvernements entreprirent une « nouvelle fondation » ou « reconstitution » à partir de la diversité, de la multi-ethnicité, du multiculturalisme, de la plurinationalité ou de l'interculturalisme.

Les transformations culturelles à partir de l'État, du Fleuve Bravo à la Patagonie, s'inspirèrent de la Constitution du Canada, de 1984¹, selon l'humaniste colombien Juan Luis Mejía Arango. Sans nul doute, cette prise de direction se matérialisa dans la région avec les Grandes Chartes (Cartas Magnas) approuvées au Guatemala (1985), au Nicaragua (1987), au Brésil (1988), en Colombie (1991), au Mexique (1992), au Pérou (1993), en Argentine (1994), au Venezuela (1999), en Bolivie et en Équateur (2009). « Le passage du droit à la culture aux droits de la culture », aux dires du professeur espagnol Jesús Prieto de Pedro, aurait facilité le rapprochement entre les amples majorités et la revendication de valeurs ancestrales peu souvent appréciées par leurs propres dépositaires.

« Au sein des États latino-américains il n'y avait pas de culture, sinon des cultures, jusqu'à ce que la diversité se fraie un chemin de façon formelle », souligne Mejía Arango. Il rappelle qu'avec ces constitutions, l'institutionnalisme culturel changea afin d'interpeller la nation imaginée. « En son lieu et place, en est apparu un mieux adapté à la réalité des peuples latino-américains », ajoute-t-il, reconnaissant à la fois que ces corps législatifs impliquèrent un grand saut en termes de droits



civils et bénéficièrent, tout particulièrement, aux exclus de toujours.

L'essence des constitutions établies à cette étape se caractérise surtout par l'acceptation de la composition ethnique diverse et de la pluralité des cultures cohabitant à l'intérieur des territoires, bien que les différents postulats autour de cette question influencent la façon dont est présentée cette dernière. Alors que dans certains cas, cette acceptation apparaît de façon crue et absolue, dans d'autres cas prévaut la tiédeur car on entrelace le thème avec d'autres, soustrayant ainsi de la force à l'affirmation.

La Constitution de la République bolivarienne du Venezuela signale, depuis sa création, qu'elle vise à : « fonder à nouveau la République afin d'établir une société démocratique et protagoniste, multi-ethnique et pluriculturelle, dans un État de justice, fédéral et décentralisé ». Les formules appliquées dans la rédaction des Grandes Chartes (Cartas Magnas) du Pérou et de la Colombie sont très semblables, puisqu'elles expriment que « L'État reconnaît la pluralité ethnique et culturelle de la Nation », bien que ces gouvernements continuent d'ajourner les actions en faveur de tels droits civils (et de bien d'autres).

La Loi Fondamentale Argentine relègue cet aspect au chapitre concernant le Congrès de la République, qu'elle prescrit de « reconnaître la préexistence ethnique et culturelle des peuples autochtones argentins [ainsi que de] garantir le respect de leur identité et leur droit à une éducation bilingue et interculturelle ».

Les constitutions plus récemment adoptées au sein de pays d'Amérique latine se fondent sur les « principes de l'interculturalisme et du plurinationalisme », prononçant d'emblée leur respect envers ces derniers.

« La Bolivie se constitue en un État unitaire social de droit plurinational communautaire, libre, indépendant, souverain, démocratique, inter-culturel, décentralisé et disposant d'autonomies. La Bolivie est fondée sur la pluralité et le pluralisme politique, économique, juridique,

culturel et linguistique, dans le cadre du processus intégrateur du pays ». Une telle définition de principes apparaît dans le Premier Article de la Constitution de la Bolivie de 2009, légitimée sous le gouvernement de Evo Morales, avec le soutien électoral de la majorité de la population.

Soumise au scrutin populaire et approuvée également par les masses, la Grande Charte équatorienne de 2009 définit à son Premier Article: « L'Équateur est un État constitutionnel de droits et de justice, social, démocratique, souverain, indépendant, unitaire, interculturel, plurinational et laïque ». Toutes deux reconnaissent les droits des peuples autochtones, allant du droit d'existence de l'identité culturelle, à la juridiction des Premières Nations, à la libre détermination, et enfin, à la propriété collective de la terre, entre autres.

Évidemment, cela ne suffit pas. Nous coïncidons avec Mejías Arango en ce que « la grande question actuellement pour plusieurs de ces pays est comment résoudre de façon harmonieuse la tension naturelle que génère la diversité ». Ce siècle présente de nouveaux et complexes défis, puisque la gestion des trois piliers classiques de l'administration culturelle – la promotion de la création, la protection du patrimoine et la divulgation – se heurte à une trame enchevêtrée de relations avec d'autres secteurs et champs d'action. Le pouvoir médiatique pré-établi et l'urgence des peuples, fatigués de l'abandon, ne sont que quelques unes des embûches auxquelles sont confrontés ceux qui sont déterminés à changer l'ordre des choses.

Toutefois, avec l'adoption de ces constitutions, un long chemin a indéniablement été parcouru en ce qui a trait au projet de reconstruction de la nation latino-américaine ainsi qu'à l'acte de « repenser les États à partir de la reconnaissance du divers, du pluriel, du plural, de l'hétérogène », pour reprendre les paroles du chercheur colombien ♦

[1] Note de l'édition: il semble ici s'agir d'une malencontreuse erreur, tant indirecte qu'involontaire, de la part de l'auteur. Effectivement, la Constitution canadienne, créée en 1867, fut 'rapatriée' (mise à jour et entérinée) par les provinces canadiennes (à l'exception du Québec) en 1982, année au cours de laquelle fut également institutionnalisé le multiculturalisme au Canada à travers l'élaboration de la Charte Canadienne des Droits et Libertés.



Le Venezuela encerclé

Ignacio Ramonet - Mémoires des Luttres

Source : www.axisoflogic.com

L'entrée en fonctions, le 2 février 1999, au Venezuela, du président Hugo Chávez a pratiquement coïncidé avec un événement militaire très traumatisant pour les États-Unis : l'évacuation de leur principale installation militaire dans la région, la base Howard, située au Panama, fermée en vertu des traités Torrijos-Carter signés en 1977.

Les troupes de Howard furent d'abord déplacées à Porto Rico. Mais, là encore, un massif mouvement populaire de refus contraignit très vite le Pentagone à les retirer, à fermer la gigantesque base de Roosevelt Roads et à les transférer au Texas et en Floride. Tandis que le quartier général du Commando Sud (SouthCom¹) était lui-même déplacé à Miami².

Pour remplacer ces installations et accroître son emprise sur Amérique Latine, le Pentagone choisit quatre localités stratégiquement situées et y installa (ou renforça) des bases militaires : à Manta en Équateur, à Comalapa au Salvador et dans les îles d'Aruba et Curaçao (Royaume des Pays-Bas). En plus de leurs "traditionnelles" missions d'espionnage, ces installations se virent confier de nouvelles fonctions officielles : surveiller les trafics de drogue et combattre l'immigration clandestine vers les États-Unis. Ainsi que d'autres tâches occultes : contrôler les flux de pétrole et de minerais, avoir l'œil sur les immenses ressources en eau douce et inventorier la biodiversité. Mais dès le début, leurs objectifs principaux étaient clairs : il s'agissait surtout de surveiller le Venezuela et d'aider à déstabiliser la révolution bolivarienne.

Après les attentats du 11 septembre 2001, le Secrétaire d'Etat américain à la défense, M. Donald Rumsfeld, définit une nouvelle doctrine militaire pour affronter le "terrorisme international". Il décide de modifier la stratégie de déploiement militaire à l'étranger fondée jusqu'alors sur l'existence d'un nombre réduit de très grandes bases dotées d'équipements lourds et de personnels fort nombreux. Il remplace ces mégabases par un nombre beaucoup plus élevé de Foreign Operating Locations (FOL, Site opérationnel prépositionné) et de Cooperative Security Locations (CSL, Site de sécurité en coopération) avec très peu d'effectifs militaires mais équipés de technologies les plus avancées en matière de détection (radars de dernière génération, antennes paraboliques sophistiquées, avions espions Orion et Awacs, drones de surveillance, etc.).

Résultat : très rapidement, la quantité d'installations militaires américaines à l'étranger atteint le nombre insolite de 865 bases de type FOL ou CSL déployées dans quelque 46 pays³. Jamais dans l'histoire, une puissance a multiplié de telle sorte ses

positions militaires de contrôle pour s'implanter à travers le monde.

En Amérique Latine, ce redéploiement va permettre à la base de Manta (Équateur) de participer au coup d'Etat raté du 11 avril 2002 contre le président Chávez. La pression sur le Venezuela s'accroît. Washington orchestre notamment une campagne médiatique et lance de fausses informations sur une présumée présence dans ce pays de cellules appartenant à des organisations comme Hamas, Hezbollah et même Al-Qaeda qui disposeraient de "camps d'entraînement sur l'île Margarita"⁴.

Sous le prétexte de surveiller ces "cellules terroristes" et en représailles contre le gouvernement de Caracas qui a mis fin, en mai 2004, à un demi siècle de présence militaire américaine au Venezuela, le Pentagone renouvelle, en 2005, l'accord avec le gouvernement des Pays Bas pour développer ses bases militaires dans les îles d'Aruba et de Curaçao, situées à quelques encablures des côtes vénézuéliennes.

L'activité militaire au sein de ces bases redouble et s'intensifie⁵, ce qui a été récemment dénoncé par le président Chávez : "Il est bon que l'Europe sache que l'empire américain est en train d'armer jusqu'aux dents et de remplir d'avions et de vaisseaux de guerre les îles d'Aruba et de Curaçao (...) J'accuse le Royaume des Pays Bas, membre de l'Union européenne - et j'aimerais à cet égard savoir ce qu'en dit l'Union européenne -, de préparer, avec les États-Unis, une agression contre le Venezuela"⁶.

L'Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) est créée en 2005, Hugo Chávez est réélu l'année suivante et on commence à parler, à Caracas, de "socialisme du XXIe siècle". Washington réagit en imposant un embargo sur la vente d'armes et de matériels militaires au Venezuela, sous le fallacieux prétexte que Caracas "ne collabore pas suffisamment dans la guerre contre le terrorisme". Les avions F-16 des forces aériennes vénézuéliennes se retrouvent sans pièces de rechange.

Devant une telle situation, le gouvernement bolivarien se tourne vers la Russie et signe un accord pour équiper son aviation de chasseurs Sukhoi. Washington dénonce un soi-disant "réarmement massif" du Venezuela, oubliant de rappeler que les principaux budgets militaires d'Amérique Latine sont ceux du Brésil, de la Colombie et du Chili. Et que, chaque année, la Colombie reçoit une aide militaire américaine de quelque 630 millions de dollars (environ 420 millions d'euros).

A partir de là, les choses s'accroissent. Le 1^{er} mars 2008, grâce à l'aide logistique fournie par la base de Manta, des troupes colombiennes attaquent un camp des Forces armées révolutionnaires de

Colombie (FARC) situé à l'intérieur du territoire équatorien. Quito riposte en décidant de ne pas renouveler l'accord de location de la base de Manta qui arrive à terme en novembre 2009. Washington répond, le mois suivant, en réactivant la IVe Flotte (démantelée il y a soixante ans, en 1948...) dont la mission sera de surveiller et de contrôler la côte atlantique de l'Amérique du Sud. Un mois plus tard, les États sud-américains, réunis à Brasilia, décident de créer l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) puis, en mars 2009, le Conseil de défense sud-américain.

Quelques semaines plus tard, l'ambassadeur des États-Unis à Bogota annonce que la base de Manta sera remplacée par celle de Palanquero en Colombie. En juin, avec le soutien technique de la base américaine de Soto Cano (Palmerola), un coup d'Etat au Honduras renverse le président Manuel Zelaya, coupable d'avoir fait adhérer son pays à l'ALBA. En août, le Pentagone révèle qu'il disposera, en Colombie, de sept nouvelles bases militaires... Et, en octobre, le président conservateur du Panama, Ricardo Martinelli, admet que son gouvernement a cédé aux États-Unis l'usage de quatre autres bases.

Le Venezuela et la révolution bolivarienne se retrouvent donc encerclés par pas moins de treize bases américaines situées en Colombie, Panama, Aruba et Curaçao, ainsi que par les porte-avions et les vaisseaux de la IVe Flotte. Le président Barack Obama semble avoir donné carte blanche au Pentagone. Tout paraît annoncer une agression militaire. Les peuples du monde accepteront-ils que soit commis un nouveau crime contre la démocratie en Amérique latine? ♦

Notes :

- [1] Le United States Southern Command (SouthCom) dirige toutes les activités militaires des États-Unis en Amérique Centrale, Amérique du Sud y la Caraïbe.
- [2] John Lindsay-Poland, "US Military Bases in Latin America and the Caribbean", Foreign Policy in Focus, New York, août 2004.
- [3] Chalmers Johnson, "Ten measures to liquidate the U.S. military bases", Asia Times, 4 août 2009. http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/KH04Ak01.html
- [4] Martín Arostegui, "From Venezuela, A Counterplot", Insight Magazine, 3 avril 2003.
- [5] Eva Golinger, "Más de 100 buques de guerra de EEUU han 'visitado' Curazao en un año", Rebelión, 20 décembre 2009.
- [6] Discours prononcé à l'occasion de la rencontre de l'ALBA avec les Mouvements Sociaux du Danemark, Copenhague, 17 décembre 2009.

Le Bolivarien vous encourage à soumettre vos articles à l'adresse électronique suivante:
lebolivarien@consulvenemontreal.org



Consulat général de la République
bolivarienne du Venezuela à Montréal



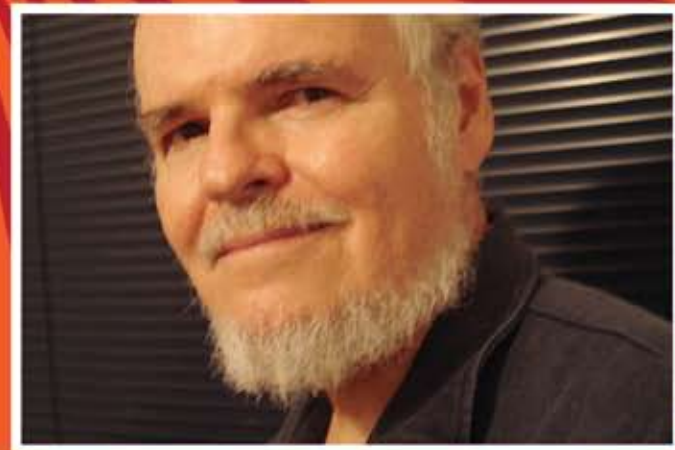
LE MONOPOLE MÉDIATIQUE

COLONISATEUR D'IMAGINAIRES ET EXPLOITEUR DE CONSCIENCES



IGNACIO RAMONET

JOURNALISTE, DIRECTEUR DE L'ÉDITION
ESPAGNOLE DU MONDE DIPLOMATIQUE



LUIS BRITTO GARCIA

NARRATEUR, ESSAYISTE
ET DRAMATURGE



14 MAI 2010 - 18 h

GRANDE BIBLIOTHÈQUE

475, BOUL. DE MAISONNEUVE EST - MONTRÉAL

